

8 mars 2023

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes



Contrairement à ce qui s'était passé pour la Journée internationale pour le droit à l'avortement (trois manifestations à Rouen autour du 25 novembre), il a été possible d'aboutir à un appel unitaire pour le 8 mars qui a été signé par 14 organisations (Alternative étudiante Rouen, Assemblée féministe de Rouen, ASTI, CFDT, CGT, CREAL76, FSU, GAF, LDH, Mouvement du Nid, NOUS TOUTES, SOLIDAIRES, UNEF, UNSA).

Le CREAL76 (Comité de réflexion et d'action laïque) se réjouit de cette évolution positive.

En cette journée internationale, nous affirmons notre solidarité avec les femmes du monde entier qui subissent au quotidien l'oppression patriarcale et dont les droits fondamentaux sont bafoués.

Solidarité avec les **Iraniennes** qui, après la mort de Jina Masha Amini, se sont soulevées contre le port obligatoire du voile, symbole de toutes les oppressions et instrument essentiel de la République islamique dans sa politique de négation des femmes. Malgré la féroce répression, les arrestations, les tortures et les viols en prison, rien ne les arrête. « *Aujourd'hui, cette incroyable révolte [...] fait converger les colères de tous les groupes sociaux [...] et mobilise femmes et hommes de tout âge autour d'une jeunesse qui n'hésite pas à verser son sang pour libérer le pays du joug d'un pouvoir liberticide, discriminatoire et corrompu* », écrit **Chahla Chafiq** qui sera à Rouen le 28 mars à l'invitation du **CREAL** (voir au dos).

En **Afghanistan**, après la décision des talibans d'interdire aux femmes de travailler dans des ONG nationales ou internationales, « *deux millions de personnes n'auront pas ou peu accès aux services de santé essentiels pour sauver des vies* », a alerté l'**Agence sanitaire mondiale de l'ONU**. Dans ce pays, on constate une spectaculaire augmentation des mariages de fillettes qui est attribuée à la volonté des parents d'éviter qu'elles n'épousent un taliban ou d'assurer leur survie...

Au-delà de l'Iran ou de l'Afghanistan, nous apportons notre soutien à toutes les femmes qui subissent des pressions pour se voiler, à toutes celles qui risquent l'emprisonnement ou même leur vie pour obtenir le droit de ne pas l'être.

Des OQTF pour une Iranienne et une Tchadienne dont les filles risquent l'excision !

La préoccupation gouvernementale est d'afficher le plus possible d'OQTF, indépendamment des situations concrètes des personnes concernées. Et le projet de loi Darmanin prévoit encore d'augmenter leur nombre.

Voici deux cas rouennais qui vont totalement à l'encontre des droits des femmes.

Madame M. a fui le Tchad pour chercher la sécurité pour ses trois filles (5, 11 et 17 ans), actuellement scolarisées dans l'agglomération. Malgré la certitude qu'elles y seront excisées comme toutes les filles et femmes de sa famille, elle a reçu une OQTF (Pétition <https://chnq.it/6YwP9ZXS>)

C'est le cas également de Madame Z., exilée iranienne depuis 2019 qui voulait rejoindre l'Angleterre et a obtenu en 2022 le statut de réfugiée en Grèce pour les violences qu'elle subissait. Pourtant, le Ministère de l'Intérieur déclare ne « *procéder à aucun éloignement vers l'Iran dans le contexte actuel* » !

On est bien loin du droit d'asile qui permet aux êtres humains de trouver refuge face à des menaces et des persécutions, garantie par l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme depuis 1948.

L'apartheid sexuel est un crime qui doit être sanctionné !

Un collectif de juristes, parmi lesquels Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix, et Linda Weil-Curiel, responsable de la Ligue du droit international des femmes, propose dans une tribune publiée dans *Le Monde* de s'inspirer de la Convention internationale de 1973 contre le crime d'apartheid racial pour condamner toute séparation institutionnelle des sexes comme celle qui est pratiquée en Iran et en Afghanistan.

« *Aujourd'hui s'étalent sous nos yeux, avec une acuité nouvelle, l'iniquité et la barbarie du traitement réservé aux femmes dans deux pays voisins mais néanmoins de traditions différentes. [...] Leur effacement de l'espace public où elles ne sont admises que sous la forme d'ombres silencieuses, le corps dissimulé par le voile qu'elles sont contraintes de porter, est intolérable. [...] Ainsi, au-delà de leurs différences, ce qui réunit la République islamique d'Iran et l'Afghanistan des talibans, revenus en force au mois d'août 2021, c'est la séparation radicale, sous la contrainte, des femmes d'avec le monde des hommes, séparation constituant un véritable apartheid fondé sur le sexe. [...]*

*Aujourd'hui, les protestations des femmes en Iran, après des éruptions vite réprimées, sont soutenues par un mouvement populaire déclenché par la mort de Jina Mahsa Amini le 16 septembre 2022, après son arrestation par la police des mœurs pour « avoir mal porté son voile ». Ce n'est pas un hasard si leur slogan est **Femme, vie, liberté !***

Ce qui est nouveau c'est qu'elles sont rejointes par les hommes, et de façon emblématique par les athlètes à l'occasion d'épreuves internationales telles que le Mondial de football.

L'autre nouveauté dont nous devons nous féliciter, c'est la reconnaissance d'organes des Nations-Unies de ce que ces femmes sont victimes d'une oppression institutionnalisée, systémique, et du caractère disproportionné de la réaction des autorités iraniennes aux manifestations populaires. [...] Mais pour que l'on n'en reste pas au stade de la protestation, il faut qu'il y ait une condamnation claire, sans équivoque, de la communauté internationale de tout système instituant l'apartheid sexuel.

Pour cela il lui faut rédiger un instrument juridique opérationnel, sanctionnant sans réserve quelque politique fondée sur la séparation institutionnalisée des sexes, ainsi que les contraintes imposées aux femmes pour y parvenir.

*Elle a su le faire pour condamner l'apartheid fondé sur la race, tel que pratiqué en Afrique du Sud. Elle ne doit pas flancher au moment de défendre le droit des femmes à se voir reconnaître le même statut que celui des hommes, **au risque d'enterrer définitivement toute idée d'universalité des droits de la personne.*** »

Tribune collective (extraits) - *Le Monde* du 01/02/2023

Nous pensons aux **Ukrainiennes** confrontées depuis un an à une guerre meurtrière, contraintes à l'exil ou à affronter les exactions des soldats russes. Partout dans le monde, nous dénonçons le viol utilisé comme arme de guerre.

Nous apportons également notre soutien aux **féministes russes** qui, au prix de leur liberté, ont organisé des actions pour dénoncer les crimes de guerre de la Russie, distribué des tracts anti-guerre, et aidé les Ukrainiennes et les Ukrainiens déportés des territoires occupés à quitter la Russie.

Nous dénonçons avec force les mutilations sexuelles et les mariages forcés. Nous soutenons toutes celles qui luttent pour vivre librement leur sexualité, pour l'accès à la contraception et à l'avortement. En France, nous exigeons que ces droits soient pérennisés, nous voulons que toutes les femmes puissent trouver une solution et accéder à des centres d'IVG sur tout le territoire !

Grève féministe pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles !

Nous en avons assez de l'impunité des agresseurs. Nous voulons que les lois existantes soient complétées et appliquées, que des politiques de prévention et d'accompagnement des victimes soient mises en œuvre. Pour cela, il faut débloquer les moyens nécessaires évalués à 2 milliards.

Nous exigeons la mise en place effective d'une éducation à la sexualité et au consentement ainsi que la lutte contre les stéréotypes. Une éducation féministe et égalitaire, qui doit donc être préservée de toute influence religieuse, ce que seule l'école publique laïque peut garantir.

Grève féministe pour obtenir l'égalité au travail et dans nos vies !

Toujours payées un quart en moins, concentrées sur les emplois moins rémunérés et à temps partiel, les femmes en ont assez ! Il faut mettre fin à la précarité dans les métiers à prédominance féminine qui doivent être revalorisés ! Nous exigeons des lois plus contraignantes pour garantir l'égalité salariale effective entre les femmes et les hommes ainsi qu'un rattrapage des pensions pour les femmes. Tout le contraire de la réforme des retraites concoctée par Macron et Borne !

Les femmes immigrées ou sans papiers sont surexploitées : elles doivent être régularisées, et cela ne doit pas dépendre du bon vouloir du patronat comme l'envisage le projet de loi asile immigration !

Privées d'emploi, pas question que notre indemnisation dépende des aléas de la conjoncture économique comme le prévoit désormais la loi !

L'égalité, c'est aussi du temps pour vivre ! Nous voulons une réduction du temps de travail pour toutes et tous, mais aussi que les tâches domestiques ou parentales soient partagées ou prises en charge par la collectivité. Il faut donc un financement et un recrutement massifs dans les services publics pour une réelle prise en charge de la petite enfance et de la dépendance.

Nous combattons les idéologies racistes, sexistes et LGBTphobes !

Nous dénonçons le racisme et la haine envers les migrantes et les migrants propagés par l'extrême droite, ainsi que les idées misogynes véhiculées par les groupes masculinistes. Nous condamnons toutes les formes de violences et de discriminations, qu'elles concernent les opinions et convictions, l'orientation sexuelle, le genre, l'âge, les handicaps, l'apparence physique...

Nous pensons que **la laïcité est un point d'appui indispensable pour l'émancipation de toutes et tous**, nous défendons un **féminisme universaliste**, pleinement impliqué dans les combats sociaux, au niveau local, national ou international pour une **société garantissant l'égalité de droit et de fait sans conditions**.

La retraite à 64 ans : c'est doublement NON pour les femmes !

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement sur le caractère « juste » de sa réforme, non seulement elle remet en lumière les inégalités entre les femmes et les hommes, mais elle les accentuerait.

Du fait de salaires plus faibles et de carrières hachées, les retraites des femmes sont déjà inférieures en moyenne de 40 % à celles des hommes.

Selon **Rachel Silveira**, 19 % des femmes attendent aujourd'hui d'avoir 67 ans pour échapper à la décote, contre 10 % des hommes. Maintenir cet âge à 67 ans, tout en accélérant le nombre de trimestres nécessaires, les pénalisera davantage, en diminuant leur pension qui restera calculée au prorata du nombre de trimestres acquis.

Pour **Michaël Zemmour**, après la réforme, environ 25 % des retraités auront toujours une pension inférieure à 1200 euros, 40 % des femmes et 15 % des hommes.

De plus, la pénibilité n'est pas reconnue pour nombre de métiers souvent exercés par des femmes.

Le report de l'âge de départ sera plus marqué pour les femmes. L'étude d'impact dévoilée par le gouvernement montre que les femmes nées en 1972 partiront en retraite neuf mois plus tard contre cinq mois pour les hommes de la même génération, et pour celles de 1980, huit mois plus tard contre quatre pour les hommes.

De plus, interdire de partir avant 64 ans rend inutiles certains trimestres accordés au titre de la maternité. Prenons l'exemple d'un homme et d'une femme ayant commencé à travailler à 22 ans et ayant eu 3 enfants. Avec les 42 annuités nécessaires, lui devait attendre 64 ans pour prendre sa retraite au taux plein mais, si elle bénéficiait de 8 trimestres par enfant, elle pouvait partir à 58 ans. Après la réforme, rien de changé pour lui mais 6 ans de plus pour elle !

Le 7 mars, le 8 mars et après, toutes et tous ensemble en grève et dans la rue pour le retrait de cette réforme qui ferait beaucoup de perdants et encore plus de perdantes !

Solidarité avec les femmes iraniennes - Femme, Vie, Liberté !

Conférence-débat avec **Chahla CHAFIQ**, écrivaine et sociologue iranienne

Invitée du **CREAL76** dans le cadre du festival « *Rouen donne des Elles* »

Chahla Chafiq a participé le 9 janvier 2023 à la remise du **Prix Simone-de-Beauvoir pour la liberté des femmes** décerné à l'unanimité aux Femmes iraniennes en lutte, à la mémoire de Jina Mahsa Amini.

Le soulèvement révolutionnaire « **Femme, Vie, Liberté** » comprend-il les attentes du peuple iranien dans son ensemble ? Quel est l'état de la mobilisation et de la répression ? Quelle est la nature de cette mobilisation concernant les diktats religieux, le voile, le rôle des femmes, les mouvements sociaux ? Quelles avancées vers un régime laïque ? Quelle solidarité ?

Mardi 28 mars 2023 à 18h à Rouen - Auditorium des musées Beauvoisine, 190 rue Beauvoisine

Entrée libre et gratuite, réservation conseillée sur <https://formulaire.demarches.rouen.fr/evenement/rdde2023/>